

Cote du document: EB 2020/131/R.X  
Point de l'ordre du jour: X  
Date: 20 octobre 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Rapport du Président**

### **Proposition de prêt et don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette**

#### **État d'Érythrée**

### **Projet de développement agricole intégré**

Numéro du projet: 2000002081

#### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

##### Responsables:

##### Questions techniques:

**Sara Mbago-Bhunu**  
Directrice régionale  
Division Afrique orientale et australe  
téléphone: +39 06 5459 2838  
courriel: s.mbago-bhunu@ifad.org

**Bernadette Mukonyora**  
Directrice de pays  
téléphone: +39 06 5459 2695  
courriel: b.mukonyora@ifad.org

##### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**  
Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États  
membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trente et unième session  
Rome, 7-9 décembre 2020

---

Pour: **Approbation**

## Table des matières

<b>Sigles et acronymes</b>	<b>ii</b>
<b>Carte de la zone du projet</b>	<b>iii</b>
<b>Résumé du financement</b>	<b>iv</b>
<b>I. Contexte</b>	<b>1</b>
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements tirés	2
<b>II. Description du projet</b>	<b>2</b>
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	2
B. Composantes, résultats et activités	3
C. Théorie du changement	3
D. Alignement, appropriation et partenariats	3
E. Coût, avantages et financement	4
<b>III. Risques</b>	<b>8</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	8
B. Catégorie environnementale et sociale	9
C. Classement au regard des risques climatiques	9
D. Soutenabilité de la dette	9
<b>IV. Exécution</b>	<b>10</b>
A. Cadre organisationnel	10
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	12
C. Plans d'exécution	13
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>13</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>13</b>

### Appendices

- I. Accord de financement négocié (le document sera mis à disposition avant la séance)
- II. Logical framework
- III. Integrated project risk matrix

---

#### Équipe d'exécution du projet

---

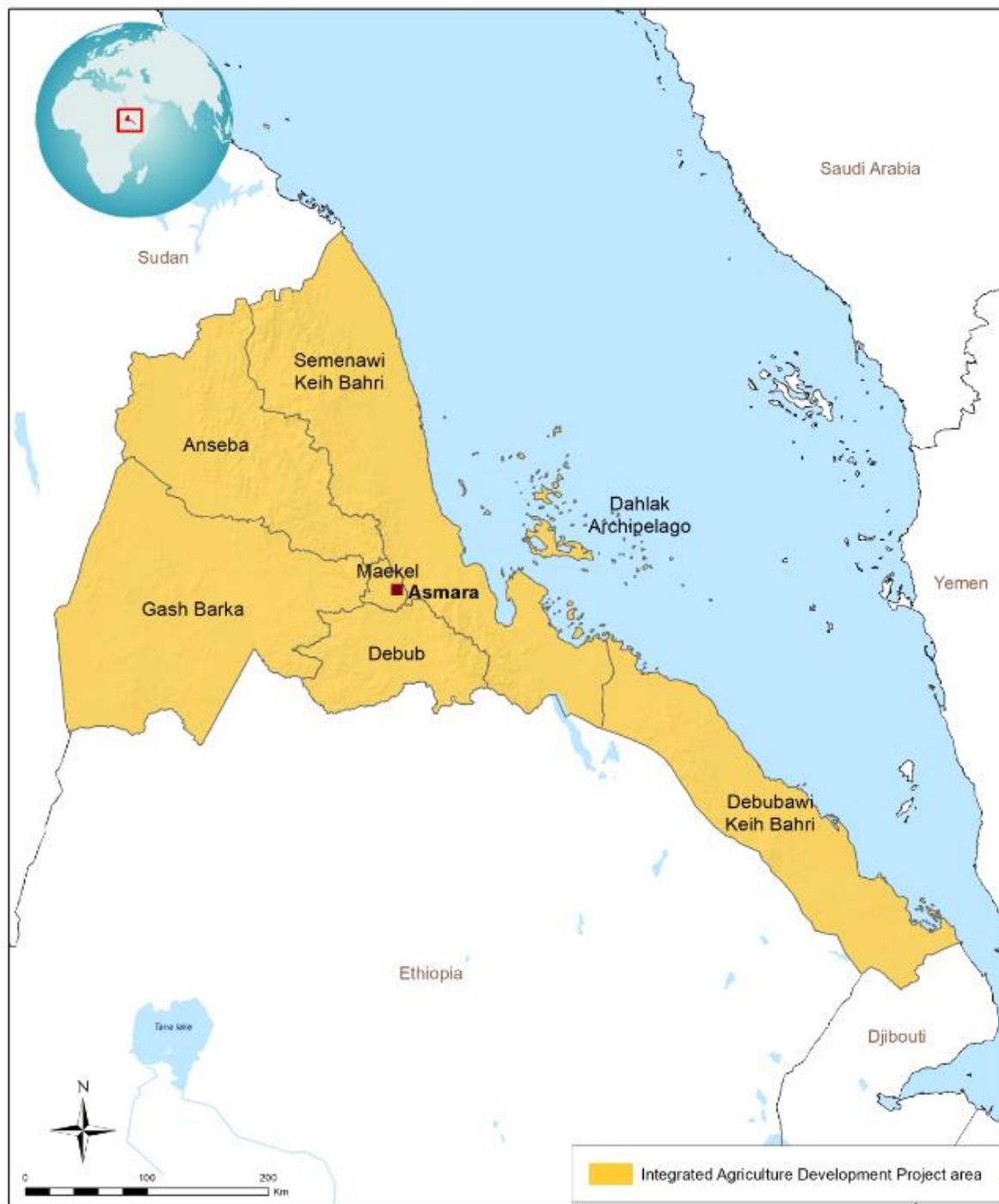
Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directrice de pays:	Bernadette Mukonyora
Responsable technique:	Zainab Semgalawe
Responsable des finances:	Virginia Cameron
Spécialiste climat et environnement:	Eric Patrick
Juriste:	Aspasia Tsekeri

---

## **Sigles et acronymes**

CGES	Cadre de gestion environnementale et sociale
FMI	Fonds monétaire international
ODD	Objectif de développement durable

## Carte de la zone du projet



**Source:** FIDA; 05/11/2019

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	FIDA
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	État d'Érythrée
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Coût total du projet:</b>	46,6 millions d'USD
<b>Montant du prêt du FIDA:</b>	7,4 millions d'USD
<b>Conditions du prêt du FIDA:</b>	Prêt particulièrement concessionnel
<b>Montant du don du FIDA au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette:</b>	29,65 millions d'USD
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	4,9 millions d'USD
<b>Contribution des bénéficiaires:</b>	4,7 millions d'USD
<b>Déficit de financement:</b>	s.o.
<b>Montant du financement du FIDA (action climatique):</b>	19,4 millions d'USD
<b>Institution coopérante:</b>	FIDA

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 54.

### I. Contexte

#### A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

##### Contexte national

1. L'État d'Érythrée a atteint un point marquant de sa trajectoire de développement par suite de la signature, en juillet 2018, d'un accord de paix avec l'Éthiopie devant mettre fin au conflit qui a éclaté en 1991 et s'est poursuivi durant des décennies. En 2018 également, le Conseil de sécurité de l'ONU a levé les sanctions imposées neuf ans plus tôt. Les bienfaits de la paix devraient désormais offrir à l'Érythrée la possibilité de donner la priorité au développement économique et social, et de renforcer la coopération internationale.
2. Le taux de croissance du PIB réel de l'Érythrée est passé de 11% en 2011 à 4,8% en 2016, pour s'accroître légèrement et atteindre 5,0% en 2019, grâce aux investissements publics et privés réalisés dans le secteur des industries extractives et dans les infrastructures portuaires. Il devrait, selon les projections, tomber à - 0,7% en 2020 par suite des répercussions de la COVID-19<sup>1</sup>. L'agriculture et la pêche ne contribuent au PIB qu'à hauteur de 17,6%, mais emploient entre 65% et 70% de la population active.
3. L'indice de développement humain de l'Érythrée demeure faible puisqu'il n'est que de 0,43 (le pays est classé 182<sup>e</sup> sur 189 pays). Selon l'indice 2019 de la facilité de faire des affaires, l'Érythrée est reléguée au 189<sup>e</sup> rang sur 190 pays. La participation du secteur privé à l'économie est limitée par la mise en œuvre de politiques économiques et financières restrictives.

##### Aspects particuliers relatifs aux thématiques que le FIDA doit transversaliser en priorité

4. Conformément aux engagements en matière de transversalisation pris au titre de la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11), le Projet de développement agricole intégré a été classé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - axé sur les enjeux nutritionnels;
  - axé sur les jeunes.
5. Dans le cadre du projet, d'importantes ressources seront consacrées à la lutte contre la vulnérabilité climatique, et la gestion des bassins versants servira de point de départ des investissements en faveur d'interventions climatiquement rationnelles et favorisant la productivité. Il permettra également de créer des emplois non agricoles pour les jeunes et les femmes, et encouragera l'adoption de pratiques agricoles axées sur la nutrition, ainsi que la modification des comportements alimentaires au niveau des ménages et des communautés.

##### Justification de l'intervention du FIDA

6. Depuis 1995, le FIDA compte parmi les rares organismes internationaux de développement qui continuent de financer l'agriculture en Érythrée. Ses interventions antérieures visaient à rétablir les moyens d'existence des ménages ruraux touchés par la crise, tandis que les projets plus récents<sup>2</sup> portaient sur le développement de l'agriculture et de la pêche, et mettaient l'accent sur une gestion durable des ressources naturelles. Le projet propose un ensemble d'interventions

<sup>1</sup> Global Economic Prospects, Banque mondiale, juin 2020.

<sup>2</sup> Programme national de développement de l'agriculture, Programme de gestion des ressources halieutiques.

conçues de manière à faire de la gestion des bassins versants le point de départ d'un développement agricole adapté à la topographie et aux conditions agroécologiques singulières des zones rurales de l'Érythrée.

## B. Enseignements tirés

7. Les principaux enseignements tirés des interventions achevées et en cours sont indiqués ci-après:
  - i) **L'accès à l'eau est essentiel à la résilience des activités agricoles.** Le projet fera de la gestion des bassins versants le point d'entrée des initiatives d'accroissement de la productivité et de renforcement de la résilience de la petite agriculture.
  - ii) **Le manque d'orientation commerciale des entreprises agricoles** nuit à l'efficacité et à la durabilité des interventions. Le projet mettra progressivement en place un système de planification des opérations dans le but d'orienter les investissements.
  - iii) **Les carences des capacités institutionnelles** entravent la mise en œuvre des projets en Érythrée. Le projet renforcera les capacités, en particulier dans les domaines de la passation des marchés, de la gestion financière et du suivi-évaluation.

## II. Description du projet

### A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

8. **But et objectif du projet.** Le projet vise à contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages ruraux. Son objectif de développement consiste à accroître la production et la productivité agricoles des petits exploitants d'une manière durable et résiliente face aux changements climatiques, et à améliorer les moyens d'existence ruraux.
9. **Zone d'intervention géographique.** Le projet aura une envergure nationale: il ciblera les six zobas (régions), et les interventions de base seront menées dans les quatre zobas non côtières. Les deux régions côtières bénéficieront essentiellement d'un appui dans le cadre d'interventions axées sur la protection de l'environnement et des écosystèmes. Les activités, qui devraient couvrir environ 40% des 36 sous-zobas, se dérouleront suivant un calendrier établi en fonction: i) des capacités dont disposent les administrations locales pour gérer des domaines/activités supplémentaires, en commençant par des interventions de gestion des bassins versants; ii) de la situation au regard du traitement des bassins versants.
10. **Groupes cibles.** Le projet profitera directement à quelque 60 000 ménages ruraux, soit plus de 300 000 personnes (dont 40% de femmes et 40% de jeunes). Les bénéficiaires visés en priorité seront: les petits exploitants ruraux pratiquant une agriculture de subsistance; les agriculteurs et les jeunes souhaitant constituer des coopératives ou des organisations paysannes, ou en mesure de lancer à titre expérimental des microentreprises; les femmes; les jeunes (âgés de 18 à 35 ans), y compris les soldats démobilisés.
11. **Stratégie de ciblage.** La planification et la mise en œuvre des activités suivront une approche territoriale. Le projet aura recours à des mesures de ciblage direct, d'autociblage, d'animation de séances (formation de groupes, etc.) et d'autonomisation. Une stratégie d'inclusion sociale sera élaborée sur la base d'évaluations des besoins des femmes et des jeunes. Il suivra des méthodes telles que le Système d'apprentissage interactif entre les sexes.

## B. Composantes, résultats et activités

12. Le projet a trois composantes:

- i) **Composante 1. Gestion intégrée des bassins versants.** Cette composante permettra aux communautés de planifier et mettre en œuvre des activités de gestion intégrée des terres et des ressources en eau de manière à: i) rétablir les fonctions hydrologiques et écologiques des bassins versants; ii) renforcer la viabilité de l'utilisation actuelle des terres; iii) améliorer la résilience face aux chocs climatiques. Les interventions appuieront également la production et la diffusion de technologies permettant de réaliser des économies d'énergie (par exemple des cuisinières dans certains bassins versants). Cette composante devrait permettre de renforcer la viabilité environnementale et d'accroître la résilience face aux changements climatiques des activités économiques des populations rurales pauvres.
- ii) **Composante 2. Amélioration de la productivité des cultures et de l'élevage et des moyens d'existence ruraux.** Cette composante s'appuiera sur les réalisations de la composante 1 pour investir de manière durable dans des pratiques ayant pour effet de renforcer la productivité de l'agriculture et du petit élevage. Elle couvre également le traitement des cultures après la récolte, et vise à améliorer la résilience des agriculteurs face aux changements climatiques grâce à l'adoption de pratiques agricoles intelligentes dans ce domaine. Cette composante appuiera de surcroît l'établissement de microagroentreprises pilotes. L'exploitation de ces dernières sur la base de plans d'activité viables devrait créer environ 6 500 emplois pour des jeunes. Cette composante devrait permettre de diversifier les moyens d'existence et de renforcer la résilience des communautés.
- iii) **Composante 3. Renforcement des capacités institutionnelles et services d'appui au projet.** Sont notamment prévus: i) le renforcement des capacités institutionnelles des acteurs (secteur public et secteur privé/organisations de producteurs) chargés de superviser et/ou de mettre en œuvre les activités du projet; ii) l'amélioration et/ou la révision et la mise à jour des politiques/stratégies concernant des sous-secteurs particuliers afin de garantir leur développement efficace et structuré; iii) la coordination générale des activités afin d'assurer une gestion efficiente et efficace du projet.

## C. Théorie du changement

13. Le projet s'attaquera aux obstacles stratégiques à la production végétale et animale, dans le droit fil de son objectif de développement. Il procédera, à cette fin, à des activités axées sur une gestion durable des bassins versants – le point d'entrée d'investissements dans des interventions climatiquement rationnelles. Le projet offrira aux femmes et aux jeunes des possibilités de gagner leur vie en dehors des exploitations agricoles, et renforcera les capacités des communautés rurales et des organismes d'exécution. Ces investissements accroîtront durablement la production et la productivité agricoles des petits exploitants, et amélioreront les moyens d'existence ruraux dans les zones ciblées.

## D. Alignement, appropriation et partenariats

14. Le projet contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) suivants: ODD 1 (pas de pauvreté), ODD 2 (faim "zéro"), ODD 5 (égalité entre les sexes), ODD 13 (lutte contre les changements climatiques) et ODD 15 (vie terrestre). Il est aussi aligné sur le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, les priorités institutionnelles ainsi que le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2020-2025. Il prend de surcroît en compte les priorités nationales, notamment l'accroissement de la production agricole, horticole et animale, et la

création d'entreprises agricoles participant à des filières agricoles hautement productives et rentables reliées aux marchés intérieur et international à l'horizon 2023 (Stratégie pour les petites et moyennes exploitations commerciales, 2019-2023).

15. Le projet cadre avec diverses réalisations des quatre piliers du Cadre de coopération pour le partenariat stratégique des Nations Unies 2017-2021. Il importe de noter qu'une nouvelle stratégie de collaboration est en préparation pour la période 2021-2026. La possibilité d'inclure des éléments pertinents de ce nouveau cadre de coopération, lorsqu'il sera disponible, sera examinée durant la mise en œuvre du projet.
16. Le projet coordonnera ses activités avec celles qui sont menées dans le cadre du portefeuille en cours du FIDA ainsi que les activités des partenaires de développement qui soutiennent des initiatives se rapportant au Projet, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque africaine de développement et, éventuellement, l'Initiative de la Grande Muraille verte du Fonds vert pour le climat.

### **E. Coût, avantages et financement**

17. Le coût du projet est estimé à 46,6 millions d'USD, qui seront décaissés sur une période de six ans. Les trois composantes du projet font en partie l'objet de financements climatiques du FIDA. Le montant du financement par le FIDA de l'adaptation aux changements climatiques dans le cadre du projet s'élève à 19,4 millions d'USD (soit 52% du financement total du Fonds).

#### **Coût du projet**

18. Le tableau 1 récapitule les coûts des composantes et des sous-composantes du projet par source de financement.

Tableau 1

**Coûts du projet par composante et sous-composante, et par source de financement**

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Prêt du FIDA</i>		<i>Don du FIDA</i>		<i>Bénéficiaires</i>		<i>Emprunteur/ bénéficiaire</i>		<i>Total</i>	
	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>	<i>Montant</i>	<i>%</i>
<b>1. Gestion intégrée des bassins versants</b>										
1.1 Élaboration et institutionnalisation des plans de gestion intégrée à caractère participatif des bassins versants	-	-	141	90,0	-	-	16	10,0	157	0,3
1.2 Mise en œuvre des plans de gestion des bassins versants	-	-	593	91,2	-	-	57	8,8	650	1,4
1.3 Restauration des bassins versants et infrastructures de gestion des ressources en eau	3 597	19,7	9 413	51,5	4 337	23,8	913	5,0	18 260	39,1
<b>Sous-total</b>	<b>3 597</b>	<b>18,9</b>	<b>10 147</b>	<b>53,2</b>	<b>4 337</b>	<b>22,7</b>	<b>986</b>	<b>5,2</b>	<b>19 067</b>	<b>40,9</b>
<b>2. Amélioration de la productivité des cultures et de l'élevage et des moyens d'existence ruraux</b>										
2.1 Accès aux services de conseil	-	-	2 480	90,9	-	-	249	9,1	2 728	5,8
2.2 Accès durable à des intrants et des technologies afin de renforcer la production et la gestion après récolte	-	-	6 690	88,3	-	-	890	11,7	7 580	16,3
2.3 Appui aux coopératives et aux organisations de producteurs	-	-	6 412	90,5	-	-	669	9,5	7 082	15,2
<b>Sous-total</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>15 582</b>	<b>89,6</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>1 808</b>	<b>10,4</b>	<b>17 390</b>	<b>37,3</b>
<b>3. Renforcement des capacités institutionnelles et services d'appui au projet</b>										
3.1 Renforcement des capacités institutionnelles et soutien aux politiques	3 339	53,9	1 995	32,2	370	6,0	495	8,0	6 199	13,3
3.2 Gestion du projet et coopération Sud-Sud et triangulaire	463	11,6	1 926	48,3	-	-	1 599	40,1	3 989	8,6
<b>Sous-total</b>	<b>3 802</b>	<b>37,3</b>	<b>3 921</b>	<b>38,5</b>	<b>370</b>	<b>3,6</b>	<b>2 094</b>	<b>20,6</b>	<b>10 188</b>	<b>21,8</b>
<b>4. Réduction et gestion des risques de catastrophe</b>										
<b>Total</b>	<b>7 400</b>	<b>15,9</b>	<b>29 651</b>	<b>63,6</b>	<b>4 707</b>	<b>10,1</b>	<b>4 888</b>	<b>10,5</b>	<b>46 645</b>	<b>100</b>

Tableau 2

**Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement**

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA		Don du FIDA		Bénéficiaires		Emprunteur/bénéficiaire		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
<b>Dépenses d'investissement</b>										
1. Travaux	4 707	22,7	10 268	49,6	4 707	22,7	1 036	5,0	20 718	44,4
2. Services										
a. Formation et ateliers	-	-	4 962	95,0	-	-	261	5,0	5 223	11,2
b. Services de consultants	-	-	2 475	90,0	-	-	275	10,0	2 750	5,9
<b>Sous-total – services</b>	-	-	<b>7 437</b>	<b>93,3</b>	-	-	<b>536</b>	<b>6,7</b>	<b>7 973</b>	<b>17,1</b>
3. Capital d'investissement	-	-	355	100	-	-	-	-	355	0,8
4. Matériel, équipement et intrants										
a. Matériel et équipement	1 211	15,3	5 765	72,7	-	-	951	12,0	7 928	17,0
b. Intrants pour l'agriculture et l'élevage	1 060	13,5	5 825	74,5	-	-	939	12,0	7 823	16,8
<b>Sous-total – matériel, équipement et intrants</b>	<b>2 271</b>	<b>14,4</b>	<b>11 590</b>	<b>73,6</b>	-	-	<b>1 890</b>	<b>12,0</b>	<b>15 751</b>	<b>33,8</b>
<b>Total des dépenses d'investissement</b>	<b>6 978</b>	<b>15,6</b>	<b>29 651</b>	<b>66,2</b>	<b>4 707</b>	<b>10,5</b>	<b>3 462</b>	<b>7,7</b>	<b>44 797</b>	<b>96,0</b>
<b>Dépenses récurrentes</b>										
1. Salaires et indemnités	-	-	-	-	-	-	1 368	100	1 368	2,9
2. Fonctionnement et entretien	422	88,0	-	-	-	-	58	12,0	479	1,0
<b>Total des dépenses récurrentes</b>	<b>422</b>	<b>22,8</b>	-	-	-	-	<b>1 426</b>	<b>77,2</b>	<b>1 847</b>	<b>4,0</b>
<b>Total</b>	<b>7 400</b>	<b>15,9</b>	<b>29 651</b>	<b>63,6</b>	<b>4 707</b>	<b>10,1</b>	<b>4 888</b>	<b>10,5</b>	<b>46 645</b>	<b>100</b>

Tableau 3

**Coûts du projet par composante et sous-composante, et par année du projet**

(en milliers d'USD)

<i>Composante/sous-composante</i>	<i>Année 1</i>	<i>Année 2</i>	<i>Année 3</i>	<i>Année 4</i>	<i>Année 5</i>	<i>Année 6</i>	<i>Total</i>
<b>1. Gestion intégrée des bassins versants</b>							
1.1 Élaboration et institutionnalisation des plans de gestion intégrée à caractère participatif des bassins versants	144	8	5	-	-	-	157
1.2 Mise en œuvre des plans de gestion des bassins versants	174	164	187	98	28	-	650
1.3 Restauration des bassins versants et infrastructures de gestion des ressources en eau	-	2 417	6 786	6 377	2 680	-	18 260
<b>Sous-total</b>	<b>317</b>	<b>2 588</b>	<b>6 978</b>	<b>6 475</b>	<b>2 708</b>	<b>-</b>	<b>19 067</b>
<b>2. Amélioration de la productivité des cultures et de l'élevage et des moyens d'existence ruraux</b>							
2.1 Accès aux services de conseil	795	818	406	492	185	33	2 728
2.2 Accès durable à des intrants et des technologies afin de renforcer la production et la gestion après récolte	362	1 702	2 256	2 298	943	19	7 580
2.3 Appui aux coopératives et aux organisations de producteurs	80	701	2 421	2 475	1 405	-	7 082
<b>Sous-total</b>	<b>1 237</b>	<b>3 221</b>	<b>5 083</b>	<b>5 264</b>	<b>2 533</b>	<b>52</b>	<b>17 390</b>
<b>3. Renforcement des capacités institutionnelles et services d'appui au projet</b>							
3.1 Renforcement des capacités institutionnelles et soutien aux politiques	716	997	2 618	1 112	372	383	6 199
3.2 Gestion du projet et coopération Sud-Sud et triangulaire	920	660	586	655	516	652	3 989
<b>Sous-total</b>	<b>1 637</b>	<b>1 657</b>	<b>3 204</b>	<b>1 766</b>	<b>888</b>	<b>1 035</b>	<b>10 188</b>
<b>4. Réduction et gestion des risques de catastrophe</b>	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3 191</b>	<b>7 466</b>	<b>15 266</b>	<b>13 506</b>	<b>6 130</b>	<b>1 087</b>	<b>46 645</b>

**Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

19. Le FIDA apportera un financement de 37,05 millions d'USD durant le cycle de FIDA11. En vertu de son nouveau cadre de soutenabilité de la dette, l'Érythrée est admissible à recevoir 80% de ce montant sous forme de don, et a la possibilité d'obtenir les 20% restants sous la forme d'un prêt particulièrement concessionnel.
20. La contribution de l'État se chiffre, selon les estimations, à 4,9 millions d'USD, dont 3,5 millions d'USD couvrent les dérogations accordées au titre des taxes et droits et 1,4 million d'USD financent les rémunérations de certains agents du projet.
21. Les bénéficiaires apporteront une contribution en nature, notamment leur travail et des matériaux de construction pour la gestion des bassins versants et la construction de barrages. Ces contributions sont estimées, à titre préliminaire, à 4,7 millions d'USD, soit 22,7% de la valeur totale des travaux rentrant dans la catégorie de dépenses 1.

**Décaissement**

22. Le projet recevra le financement du FIDA sur une période de six ans. Les décaissements seront fonction de l'exécution du budget et du respect du calendrier des procédures de passation des marchés. Le risque de décaissement est jugé élevé au vu des observations recueillies dans le cadre des projets en cours. Les principales catégories de décaissement seront les travaux, les biens, les services, les intrants et la formation. Les procédures opérationnelles applicables à ces catégories de dépenses, notamment les critères relatifs à la fourniture de biens, d'intrants et de matériel et d'équipement aux bénéficiaires, seront amplement détaillées dans le manuel d'exécution du projet.
23. Les activités de formation prévues dans le plan de travail et budget annuel devront s'appuyer sur des programmes de formation, d'ateliers et de réunions, et il importera de les comparer aux enseignements tirés de manière à déterminer leur efficacité et leur efficience. Les charges récurrentes représentent 4% du coût total du projet et sont essentiellement financées par l'État sous forme de rémunérations. Les services d'appui fournis dans le but de veiller à ce que le projet atteigne son objectif de développement ont été classés dans la catégorie des coûts

d'investissement en raison de l'optique à long terme de l'objectif de renforcement des capacités institutionnelles.

### Résumé des avantages et analyse économique

24. Compte tenu de son objectif, du cadre de résultats et de la structure des composantes, le projet devrait procurer les avantages suivants: augmentation des rendements; réduction de la dégradation des terres et réhabilitation des sols; augmentation de la résilience face aux changements climatiques grâce aux investissements dans la gestion des eaux et dans l'irrigation; renforcement de la sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté rurale.
25. L'analyse économique montre que le projet est économiquement viable. Elle couvre une période de 20 ans en raison de l'échelonnement et de la durée de gestation des interventions proposées. Le projet a un taux de rendement économique global de 19,04%, et une valeur actuelle nette de 59,9 millions d'USD. Il est sensible aux variations enregistrées par certaines des variables du modèle. Les risques pris en compte dans l'analyse de sensibilité sont les variations climatiques, les retards prolongés qui peuvent entraver la passation des marchés ainsi que l'insuffisance générale des capacités de mise en œuvre, et les répercussions prolongées de la pandémie de COVID-19.

### Stratégie de sortie et durabilité

26. **Stratégie de sortie.** La stratégie de sortie du projet est intégrée dans l'approche retenue, qui consiste à collaborer directement avec les organes administratifs et les chefs des communautés au niveau national ainsi qu'à celui des zobas, sous-zobas et kebabis (villages). Les communautés et les organisations de producteurs auront assumé la pleine responsabilité de la planification et de la mise en œuvre des interventions dans les bassins versants, ainsi que de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures de production d'ici à la quatrième année du projet. Ce dernier transférera aux communautés les principales infrastructures, les gros matériels et un plan de gestion, et il leur assurera une formation approfondie portant sur les opérations et la gestion.

## III. Risques

### A. Risques et mesures d'atténuation

Tableau 4

#### Risques et mesures d'atténuation

<i>Principaux risques</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
<b>Contexte du pays.</b> Insuffisance des capacités institutionnelles, carences des principes directeurs et participation limitée du secteur privé aux activités agricoles.	Le projet se fonde sur le Plan national de développement de l'agriculture, et visera à renforcer les capacités et les principes directeurs des organismes d'exécution du Ministère de l'agriculture. Il intégrera progressivement la planification des opérations dans les investissements du projet.
<b>Environnement et contexte climatique.</b> Répartition défavorable des ressources en eau sur le plan géographique et dans le temps, et pénurie totale d'eau de pluie en Érythrée, dont plus de 90% du territoire reçoit moins de 450 mm de pluie par an.	La composante 1 est axée sur la gestion intégrée des ressources en eau, et a pour objet de rétablir les fonctions hydrologiques et écologiques des bassins versants, de renforcer la viabilité de l'utilisation actuelle des terres et d'améliorer leur résilience face aux chocs climatiques.
<b>Gestion financière.</b> Insuffisance des systèmes de contrôle interne et d'établissement de rapports financiers.	Les prescriptions en matière de gestion financière seront énoncées dans les clauses juridiques et prises en compte dans l'assistance technique prévue pour les deux premières années.
<b>Passation des marchés.</b> Absence de cadres juridique et réglementaire nationaux acceptables, retards au niveau de la passation des marchés, insuffisance des capacités dans ce domaine.	Les Directives relatives à la passation de marchés dans le cadre des projets, et les dispositions du Manuel de passation des marchés du FIDA seront respectées, les dossiers types d'appel d'offres du FIDA seront utilisés, et des dispositions seront prises dans le but d'assurer une assistance technique et des formations systématiques.

Tableau 5  
**Risque global**

<i>Domaines de risque</i>	<i>Risque inhérent</i>	<i>Risque résiduel</i>
Contexte national	Substantiel	Moyen
Stratégies et politiques sectorielles	Substantiel	Moyen
Environnement et contexte climatique	Élevé	Substantiel
Portée du projet	Moyen	Faible
Capacités institutionnelles d'exécution et durabilité	Élevé	Substantiel
Gestion financière	Élevé	Substantiel
Passation de marchés au titre des projets	Substantiel	Moyen
Impact environnemental, social et climatique	Moyen	Faible
Parties prenantes	Faible	Faible
<b>Risque global</b>	<b>Substantiel</b>	<b>Moyen</b>

## B. Catégorie environnementale et sociale

27. Les interventions du projet comprennent la construction de structures de conservation des sols et de l'eau, la petite irrigation, des cultures résistantes à la sécheresse, les fourrages et les races d'élevage, la plantation d'arbres sur les collines, la gestion des parcours et l'établissement d'enclos pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et mettre en place des puits de carbone. Le projet a été provisoirement classé dans la **catégorie environnementale et sociale B** parce que, du fait de leur taille, les périmètres irrigués ne produiront aucune perte de services d'écosystèmes et n'auront aucune répercussion négative notable sur de plus vastes superficies.
28. Le projet respectera les mesures de sauvegarde environnementales et sociales requises par l'État et le FIDA. Il sera conforme au Cadre de protection, de gestion et de réhabilitation de l'environnement érythréen de 2017, aux Procédures et Directives nationales d'évaluation environnementale de 1999 et aux Procédures et Directives d'évaluation environnementale des projets agricoles de 2008. Un cadre de gestion environnementale et sociale (CGES) prenant en compte les diverses prescriptions concernant les activités prévues dans le cadre du projet, ainsi qu'un plan d'exécution ayant fait l'objet d'un consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, guidera le projet durant sa mise en œuvre. Le CGES a été élaboré au stade de la préparation du projet.

## C. Classement au regard des risques climatiques

29. Les risques climatiques posés par le projet ont été provisoirement classés dans la catégorie des risques **élevés** sur la base de l'analyse décrite dans les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA. Les risques seront atténués par le renforcement de la capacité des communautés touchées à s'adapter à la variabilité environnementale et économique et aux changements à long terme. Selon une analyse de la vulnérabilité aux risques climatiques, le principal problème qui se pose est dû à la hausse des températures, aux températures extrêmes et à la baisse des précipitations, autant de facteurs qui seront considérés dans le cadre du projet.

## D. Soutenabilité de la dette

30. Ni la Banque mondiale ni le Fonds monétaire international (FMI) n'ont procédé à l'analyse de la soutenabilité de la dette de l'Érythrée, mais cette dernière est classée dans la catégorie des pays à faible revenu admissibles à bénéficier de l'appui du Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et la croissance du FMI. Les services du FMI ont achevé une mission au titre de l'article IV en mai 2019 et devraient publier leur rapport à brève échéance. Selon la publication de la Banque mondiale intitulée *Macro Poverty Outlook* (printemps 2020), la dette publique totale, y compris les arriérés extérieurs, a été ramenée de 291% du PIB en 2017 à 232% du PIB en 2019, d'après les estimations, grâce à la persistance d'excédents

primaires et à l'allègement de la dette. La proportion du PIB représentée par la dette publique extérieure a diminué de 10% pour tomber à 52% (soit 1,1 milliard d'USD) durant la période 2018-2020, en raison essentiellement de l'allègement de la dette accordé par le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement. La proportion du PIB représentée par la dette intérieure a, quant à elle, été ramenée de 208% en 2018 à 179% en 2019 (3,8 milliards d'USD) en raison des remboursements nets des bons du Trésor effectués aux banques et des avances de la banque centrale accordées pour financer une partie des rémunérations dans le secteur public. Le rapport Perspectives économiques africaines 2020 souligne toutefois que l'Érythrée court déjà un risque élevé de surendettement, et que cette situation pourrait se traduire par une baisse de sa notation souveraine et une augmentation des marges d'intérêt qui freineraient sa croissance. Étant donné la place prépondérante occupée par les entreprises d'État et leur dépendance à l'égard des financements publics, les effets indirects de la dette souveraine sur ces entités pourraient entraîner une contraction de la production.

## **IV. Exécution**

### **A. Cadre organisationnel**

#### **Gestion et coordination du projet**

31. **Modalités d'exécution du projet.** Le projet reproduira, dans une large mesure, les structures établies dans le cadre du Plan national de développement de l'agriculture, mais mettra de surcroît en place des chefs de file pour les composantes techniques. Il sera exécuté dans le cadre institutionnel décentralisé de l'État, qui se compose des départements techniques du Ministère de l'agriculture au niveau national, et de leurs structures décentralisées, y compris les agences et les unités des zobas, des sous-zobas et des kebabis. Le Ministère de l'agriculture sera l'organisme d'exécution chef de file.

#### **Cadre de coordination du projet**

32. Un bureau national de coordination du projet sera établi dans le cadre de la Division planification et statistiques. Il assurera la gestion au quotidien du projet et sera dirigé par un coordonnateur. Sa structure comprendra des chefs de file pour les composantes techniques et prévoira la possibilité, si nécessaire, de fournir une assistance technique.
33. Les bureaux de coordination du projet au niveau des zobas constitués dans chacun des six zobas seront chargés de coordonner la mise en œuvre du projet à ce niveau. Les comités de planification et d'exécution, établis dans chaque kebab et dirigés par l'administrateur du kebab en question, coordonneront à ce niveau les activités du projet dans ces domaines.
34. Le comité directeur national du Plan national de développement de l'agriculture sera reformé dans le cadre du projet et sera chargé d'assurer la coordination intersectorielle ainsi que la supervision stratégique de l'exécution du projet dans les six zobas. Il aura pour principale fonction de veiller à ce que le projet soit exécuté conformément au cadre national des politiques et des stratégies. Il fournira également des orientations stratégiques et éliminera les graves problèmes d'exécution.
35. Les comités de coordination du projet des zobas superviseront les opérations à leur niveau. Ils se réuniront sur une base trimestrielle. Ils seront présidés par les gouverneurs de chaque zoba et comprendront également les directeurs des départements de l'administration des zobas et les chefs des divisions de l'agriculture. Les comités auront des fonctions analogues à celles du comité directeur du projet à l'échelle nationale.

### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

36. **Gestion financière.** Le Département de l'administration et des finances du Ministère de l'agriculture assumera la responsabilité globale de la gestion financière et de la passation des marchés, tandis que les unités des finances des comités de coordination des zobas seront chargées de la comptabilité, de la gestion financière et de la passation des marchés au niveau de ces derniers. Une évaluation des modalités proposées pour la gestion financière est en cours. Le risque a été jugé élevé au stade de la conception, parce que les processus sont manuels et que les capacités du personnel et les mécanismes de supervision sont insuffisants. Malgré l'adoption de mesures d'atténuation, les risques que continue de poser la gestion financière demeurent importants à ce stade initial, et seront réévalués durant la mise en œuvre.
37. L'adoption des systèmes nationaux sera limitée, car il n'existe pas de mécanisme de gestion financière intégré permettant d'enregistrer les dépenses du projet. Il sera nécessaire d'assurer une assistance technique pendant au moins les deux premières années de la mise en œuvre pour veiller: i) à l'adoption d'un cadre de contrôle approprié; ii) à la constitution de capacités financières au sein du bureau national de coordination du projet et au niveau des zobas, y compris le renforcement des mécanismes d'audit interne et externe. Les mesures d'atténuation des risques de gestion financière convenues seront énoncées dans les clauses juridiques de l'accord de financement du projet, et les procédures détaillées seront précisées dans le manuel d'exécution.
38. **Passation des marchés.** Bien que le Département de l'administration et des finances du Ministère de l'agriculture assume la responsabilité générale de la passation des marchés, l'équipe des marchés du bureau national de coordination du projet sera chargée d'assurer le respect des Directives relatives à la passation de marchés dans le cadre des projets du FIDA; les comités de coordination des zobas auront pour mission de mener les activités de passation des marchés à leur niveau. Les interventions de renforcement des capacités seront guidées par une évaluation des besoins dans ce domaine; des missions d'appui à l'exécution et des activités de formation ciblées seront organisées de manière régulière, y compris aux fins de la fourniture d'un soutien portant sur l'utilisation des dossiers types d'appel d'offres du FIDA.
39. **Gouvernance.** Bien qu'il incombe essentiellement aux autorités érythréennes d'assurer une bonne gouvernance, toutes les parties prenantes du projet seront informées de la Politique révisée du FIDA en matière de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre de ses activités et opérations. Le FIDA ne tolère aucune manœuvre frauduleuse, collusoire ou coercitive ni aucun acte de corruption dans le cadre de ses programmes et projets. Le projet appliquera également les dispositions du Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes établi par le FIDA, et respectera la Politique du FIDA en matière de prévention et de répression du harcèlement sexuel, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

### **Participation et retours d'information des groupes ciblés par le projet, et mécanisme de réponse aux doléances<sup>3</sup>**

40. Le projet appliquera les dispositions du Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes établi par le FIDA, et veillera à ce que les bénéficiaires prennent part aux activités tout au long du cycle du projet, depuis le début jusqu'à son achèvement. Un indicateur du suivi de la participation et des retours d'information des bénéficiaires a été inclus dans le système de suivi-évaluation.

<sup>3</sup> Voir le Cadre des retours d'information opérationnels des parties prenantes (<https://webapps.ifad.org/members/eb/128/docs/french/EB-2019-128-R-13.pdf?attach=1>) pour de plus amples détails.

### **Mécanisme de réponse aux doléances**

41. Un mécanisme de réponse aux doléances a été conçu dans le CGES ainsi que dans les Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique du FIDA; ce mécanisme propose des recours au niveau des communautés et suivant des procédures juridiques institutionnelles. Le mécanisme de réponse aux doléances communautaire a recours aux structures traditionnelles existantes et facilite le règlement des différends à des niveaux plus élevés (y compris les tribunaux si nécessaire).

### **B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication**

42. **Planification.** L'équipe chargée du suivi-évaluation assurera, en étroite collaboration avec la Division planification et statistiques, la coordination de la programmation et de la préparation des plans de travail et budgets annuels du projet. Ces derniers seront les principaux instruments d'exécution et de contrôle des opérations. La Division planification et statistiques regroupera les plans de travail et budgets annuels des différents partenaires d'exécution, y compris au niveau des communautés. Le projet permettra d'adopter une planification pluriannuelle axée sur les résultats, ayant pour objet d'assurer la réalisation de son objectif de développement.
43. **Suivi-évaluation.** La Division planification et statistiques coordonnera les processus de suivi-évaluation, l'établissement des rapports et la gestion des savoirs. Elle sera chargée de préparer des rapports de situation consolidés semestriels et annuels, de procéder à des enquêtes sur les effets directs et de réaliser des études thématiques. Une étude de référence sera effectuée durant la première année dans le but d'établir des données de base pour l'évaluation des effets directs et des impacts. L'enquête permettra d'obtenir des données utiles au suivi des progrès accomplis dans le domaine des thématiques transversales.
44. Les **processus de gestion des savoirs et d'apprentissage** serviront de base à la répétition des succès, à la fourniture d'une base d'analyse pour la résolution des problèmes, et à l'adaptation des activités à l'évolution des conditions sociales et économiques dans les zones ciblées. Un plan de gestion des savoirs sera préparé afin de recenser les carences au niveau des savoirs, et de documenter et de diffuser des connaissances grâce à différents moyens de communication (bulletin d'information du Ministère de l'agriculture, brochures, sites web et radio). La coopération Sud-Sud et triangulaire et les visites d'échange feront partie intégrante de la stratégie de gestion des savoirs et d'apprentissage. La gestion des savoirs apportera également des informations utiles à la formulation des principes directeurs concernant l'innocuité des aliments, le secteur des semences et la santé animale.
45. **Communication.** Le projet élaborera un plan de communication stratégique pour les produits de communication axés sur des groupes particuliers, notamment le grand public et les bailleurs de fonds, de manière à leur apporter des informations sur ses interventions et sur les résultats obtenus. L'amélioration de la communication appuiera les interventions d'inclusion sociale du projet et améliorera la participation et les retours d'information des groupes.

### **Innovations et reproduction à plus grande échelle**

46. Les principaux domaines d'innovation du projet sont: les technologies d'irrigation perfectionnées, un développement coopératif axé sur la promotion d'agroentreprises pour les jeunes pilotées par les communautés, les cuisinières utilisant l'énergie de manière efficace, et les cuisines communautaires. Les interventions devant être reproduites en priorité à plus grande échelle seront: les bonnes pratiques et l'utilisation efficace de l'eau dans l'irrigation; la gestion durable des terres et de l'eau, l'agriculture de conservation et la fertilité des sols; l'approche du paquet d'intrants minimum intégré pour les ménages agricoles

(*Minimum Integrated Household Agricultural Package*), adaptée en fonction des priorités transversales du FIDA.

## C. Plans d'exécution

### Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

47. Le projet s'appuiera sur les réalisations du Plan national de développement de l'agriculture, notamment sa structure d'exécution, ce qui permettra de procéder à une transition harmonieuse. Les activités de préparation à l'exécution au démarrage comprendront: i) le réengagement des membres du personnel du projet, après évaluation de leur performance, sur la base de termes de référence révisés; ii) la passation de marchés, suivant une procédure accélérée, pour l'obtention d'un système de gestion financière et d'autres logiciels connexes; iii) la préparation du CGES, des évaluations initiales des risques climatiques et de la vulnérabilité face à ces risques, ainsi que des études de faisabilité et des évaluations des besoins en capacités; iv) le recrutement de spécialistes de l'assistance technique, essentiels avant le démarrage du projet.

### Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

48. **Supervision.** Le projet sera supervisé par le FIDA et par les autorités érythréennes dans le cadre de missions de supervision conjointes.
49. **Examen à mi-parcours.** Cet examen sera réalisé au milieu de la période couverte par le projet de manière à vérifier si ce dernier est en mesure d'atteindre son objectif de développement. Il sera également l'occasion de revoir les principaux éléments de la conception (comme les cibles des indicateurs) en tant que de besoin, puisque cette conception a été mise au point en suivant les directives relatives à la COVID-19.
50. **Achèvement du projet.** À l'issue de la période d'exécution, les autorités érythréennes devront procéder à un examen de l'achèvement du projet, en étroite coordination avec le FIDA. Une évaluation de l'impact sur les bénéficiaires, qui produira des éléments d'information aux fins de cet examen, sera aussi réalisée.

## V. Instruments et pouvoirs juridiques

51. Un accord de financement entre l'État d'Érythrée et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Un exemplaire de l'accord de financement négocié sera mis à disposition avant la séance.
52. L'État d'Érythrée est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
53. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

## VI. Recommandation

54. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'État d'Érythrée un don au titre du Cadre pour la soutenabilité de la dette d'un montant de vingt-neuf millions six cent cinquante mille dollars des États-Unis (29 650 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à l'État d'Érythrée un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de sept millions quatre cent mille dollars des États-Unis (7 400 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Gilbert F. Houngbo

## **Accord de financement négocié**

(Le document sera mis à disposition avant la séance.)

## Logical framework

Results hierarchy	Indicators				Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Outreach</b>								
	Number of Households receiving project services Estimated corresponding number of household members - C.I. 1.a Persons receiving services promoted or supported by the project (disaggregated by age and gender)- C.I. 1.b – 40% women; 40 % youth (18-35 years)	0  0	25 000  125 000	60 000  300 000	Annual Consolidated Project Report – beneficiary database	Baseline Midterm End-line	PSD NPCO	-The outreach of the delivery of services, inputs, tools and equipment is increased and diversified
<b>Goal</b>								
To contribute to poverty reduction, and food and nutrition security of rural households in the targeted areas	● <b>Indicator 1:</b> Food deficit at the national level reduced (%) <sup>4</sup>	38 <sup>5</sup>	30	22	MOA Annual Report	Baseline Midterm End-line	PSD NPCO	- The implementation of the peace deal provides a conducive environment for business and agribusiness development - COVID-19 situation recedes and project operations & proceed normally or guidelines for COVID-19 implemented
	● <b>Indicator 2:</b> % households reporting an increase in household asset index ***	0	15	30	Annual Outcome surveys			
<b>Project Development Objective</b>								
Enhancement of smallholder agricultural production and productivity and improvement of rural livelihoods, in a sustainable and climate-resilient way	● <b>Indicator 3:</b> % increase in national annual agricultural output in the project target areas <sup>6</sup>	0	15	40	Outcome Survey	Baseline Midterm End-line	PSD NPCO	-The implementation of the peace deal provides a conducive environment for business and agribusiness development - Climatic conditions are conducive for production
	● <b>Indicator 4:</b> New jobs created (2.2.1)	0	2 500	6 500				
<b>Component 1: Integrated Watershed Management</b>								
<b>Outcome 1:</b> Strengthened environmental	● <b>Indicator 5:</b> % of households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs (1.2.3) ***	0	30	70	Survey	Annual outcome surveys	NPCO	- Timely completion of procurement processes and construction of water-related infrastructure

<sup>4</sup> Ministry of Agriculture data - specific reference to cereals. Considering 10 year average

<sup>5</sup> 2019 data

<sup>6</sup> Strategic crop, fruits, vegetables and livestock products – comparing With and Without project

Results hierarchy	Indicators				Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
sustainability and climate resilience of poor rural people's economic activities	● <b>Indicator 6:</b> % of households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices (3.2.2)**	5	15	40		Baseline Midterm End-line		- Communities adopting climate resilient soil and water management practices - Investments informed by watershed management plans
<b>Outputs:</b> 1.1: Climate resilient & sustainable management 1.2: Irrigation production is promoted	● <b>Indicator 7:</b> No. ha brought under climate resilient and sustainable management practices (3.1.4)	0	4 000	10 000 <sup>7</sup>	Project M&E Reports	Annual outcome surveys	NPCO, ZPCO, Project implementing agencies	- Gov. will assign staff & O&M recurrent budget
	● <b>Indicator 8:</b> No. ha of land under irrigated crop production (1.1.2)	0	645	1915		Baseline Midterm End-line		
<b>Component 2: Crop and Livestock Productivity and Rural Livelihood Improvement</b>								
<b>Outcome 2:</b> Increased diversification of livelihoods and resilience of communities	● <b>Indicator 9:</b> % of women reporting improved quality of their diets-1.2.8) ****	0	30	80	Survey	Annual outcome surveys	NPCO	- Inputs and technologies are effectively disseminated to farmers in a timely manner - Nutrition education is effectively delivered to households - Beneficiaries successfully organised into groups & producer organisations providing services to their membership
	● <b>Indicator 10:</b> % of persons reporting adoption of new/improved inputs, technologies or practices (1.2.2) ***	0	20	40		Baseline Midterm End-line		
	● <b>Indicator 11:</b> % of persons engaging in new livelihood opportunities derived from the project <sup>8</sup> ***	0	30	80				
<b>Outputs</b> 2.1 Improved access to advisory services, inputs and livelihood support 2.2 knowledge on nutrition enhanced 2.3 Strengthened POs skills for collective services and market linkages	● <b>Indicator 12:</b> Number of persons trained in production practices and/or technologies (1.1.4)***	0	10 000	22 000	Project M&E Reports	Annual Baseline Midterm End-line	NPCO	- Agricultural and nutrition extension is effectively delivered to households - Timely completion of procurement processes
		0	10 000	22 000				
	● <b>Indicator 13:</b> Number of persons trained in off-farm livelihood opportunities ***	0	3 000	6 000				
	● <b>Indicator 14:</b> Number of households provided with targeted support to improve their nutrition (1.1.8) ***	0	2 000	5 000				
		0	50	120				
● <b>Indicator 15:</b> Number of rural producer organizations supported (2.1.3) ***								

<sup>7</sup> An average of 3 integrated watershed management plans are expected to be developed and implemented per Zoba.

<sup>8</sup> Ref. EFA – including berbere processing, beekeeping, sesame processing, tools workshops, service provision

Results hierarchy	Indicators				Means of verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-term	End target	Source	Frequency	Responsibility	
<b>Component 3: Capacity Building &amp; Project Support Services</b>								
<b>Outcome 3:</b> Institutional capacity and performance to sustainably deliver services to the targeted beneficiaries enhanced	• <b>Indicator 16:</b> % Cumulative project disbursement targets met	0	60	100	Assessment	Baseline Midterm End-line Annual outcome surveys	NPCO, ZPCO, Project implementing agencies	- Realistic planning processes by the Government and timely execution of procurement activities - Grievance redress and consultation platform set-up - Feedback culture adopted by the beneficiaries and communities
	• <b>Indicator 17:</b> % of government staff reporting enhanced skills from the project interventions **	0	30	70				
	• <b>Indicator 18:</b> % of HH reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers (SF.2.2) ***	0	30	60				
	• <b>Indicator 19:</b> % of HH satisfied with project services (SF.2.1) ***	0	30	60				
<b>Outputs</b> 3.1 Staff trained on project management	• <b>Indicator 20:</b> Capacity needs assessment undertaken and implementation plans developed	0	2	4	Annual project reports	Annually Baseline Midterm End-line	NPCO, ZPCO, Project implementing agencies	- Government leadership - Consultation platform set-up
	• <b>Indicator 21:</b> % of NPCO and ZPCO staff supported with training and capacity development initiatives **	0	70	90				
3.2 Knowledge management, learning and policy engagement promoted	• <b>Indicator 22:</b> Number of policy-relevant knowledge products completed (Policy 1)							

\*\* Indicator to be disaggregated by gender and age / \*\*\* indicator to be disaggregated by gender, age and sector / \*\*\*\* Indicator to be disaggregated by age

## Integrated project risk matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<b>Country Context</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Political Commitment</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p><b>Risk(s):</b> If the peace treaty between Ethiopia and Eritrea does not hold, the country may remain in isolation, and further divert from the current development trajectory. This may impact on the Country's ability to invest in agriculture and other development sectors, and mobilisation of counterpart funds</p>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• IADP will support investments that promote economic and social empowerment of the rural communities to enhance their resilience</li> <li>• Apply IFAD's guidelines for accounting for in-kind contribution to fully capture the contribution of the Government and beneficiaries, in lieu of counterpart funds</li> </ul>		
<b>Governance</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<p><b>Risk(s):</b> Insufficient accountability and transparency due to weak financial internal controls; gaps in financial reporting and lack of national legal regulatory framework for procurement to curb fraud and corruption. Inclusion of women and youth in decision making remains a challenge due to socio-cultural and generational norms</p>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• TA will be provided to build capacity in Financial Management and put in place internal control framework</li> <li>• IFAD's Project Procurement Guidelines, Procurement Handbook and standard procurement documents (SPDs) shall be used;</li> <li>• AFDB has just initiated a project to support the Government in the preparation of a framework for Public Procurement</li> <li>• SECAP and specific quotas for the inclusion of women and youth. IADP also includes self-targeting activities that are attractive to these social categories (women and youth).</li> <li>• An ESMF has been prepared which presents guidance on Free, Prior and Informed Consent (FPIC)</li> </ul>		
<b>Macroeconomic</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<p><b>Risk(s):</b> The Gross Domestic Product (GDP) of Eritrea relies heavily on services (58.9 per cent) and industry (23.5 per cent). Agriculture and fisheries contribute only 17.6 per cent, although the sector employs 65-70 per cent of the population. The agriculture sector continues to underperform, and is unable to meet the food demands of the population. Agriculture and fisheries provide only a minor contribution to economic growth due to persistent low productivity, lack of investments and vulnerability to frequent droughts. The 2019 Ease of Doing Business score of Eritrea is 23.1 and ranks Eritrea 189th out of 190 countries. Private sector participation in the economy is constrained by various economic and financial parameters. Consequently, Eritrean agriculture has difficulties to compete in the international markets combined with restricted cross-border movements of capital, goods and services.</p>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• IADP will support investments that promote economic and social empowerment of the rural communities to enhance their resilience</li> <li>• IADP will also focus on addressing demand from local markets and import substitution</li> </ul>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• IADP will gradually integrate business planning to inform investments</li> <li>• The resumption of relations with Ethiopia and neighbouring countries may promote intra-regional trade on agriculture commodities</li> </ul>		
<b>Fragility and security</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Risk(s):</b> Negative impact of emergencies on the economy and livelihoods - COVID-19 & Desert Locust		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• IADP includes an un-costed component to address any potential disasters and emergency situations arising from the project.</li> <li>• IFADs Rural Poor Stimulus Facility (RPSF) will address short-term disruptions to food supply chains, to ensure that beneficiaries are in a position to absorb project interventions</li> <li>• Reallocations under NAP are contributing to address the Desert Locust emergency. The Government is also exploring biological pesticides, and developing technology to convert the desert locust into animal feed.</li> </ul>		
<b>Sector Strategies and Policies</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Policy alignment</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Risk(s):</b> -Limited coordination across sectors, -Enabling environment may not be conducive for the realization of the Small and Medium Commercial Farmers Strategy (SMCFS) with the goal to create by 2023 farm enterprises that engage in highly productive, profitable agriculture value chains linked to domestic and international markets.		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuous engagement with GoSE on coordination on watershed management activities by FREMP and NAP when they converge in Zobas, and within the context of the UNCT</li> <li>• IADP is supporting the development of key policy frameworks that are critical to the implementation of the SMCFS including the translation of policies into regulations for the food safety and certification protocols; seed sector development policy; cooperative proclamation, animal health legislation; enabling conditions for engagement in market-oriented production and nutrition sensitive agriculture.</li> </ul>		
<b>Policy development &amp; implementation</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Risk(s):</b> Despite policy level aspirations for the development of a productive and profitable agriculture sector and a very strong commitment by Government to the country's development agenda, there are significant systemic gaps at the institutional and policy levels e.g. appropriateness of procedures and regulatory frameworks to guide the implementation of rural development projects (e.g. national procurement framework, limited technical and institutional capacities at all levels, inadequate financial management and M&E systems which impact on the ability to quantitatively demonstrate development impact.		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacity needs assessment, which will inform capacity development interventions and the provision of specialised technical assistance. Partnerships with ASARECA, Africa Capacity Building Foundation and FAO will be explored.</li> <li>• Analysis of economic sustainability and value for money to underpin new investments;</li> <li>• Strengthen M&amp;E systems to demonstrate viability or inadequacies of different policies/strategies.</li> </ul>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
• AFDB has just initiated a project to support the Government in the preparation of a framework for Public Procurement		
<b>Environment and Climate Context</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Project vulnerability to environmental conditions</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<p><b>Risk(s):</b>            Given the poor spatial and temporal distribution of water as well as total scarcity of rainfall in Eritrea, with over 90 percent of the total area receiving less than 450 mm per annum, soil moisture deficiency remains to be the single most important physical production related risk factor to ensure food security in the country            The project takes place in the context of land degradation and over exploitation of woody biomass</p>		
<p><b>Mitigations:</b>            • Component 1 is built around integrated water resources management (IWRM) as the planning unit. It will finance activities required to plan and implement IWRM to restore the hydrologic and ecological functioning of watersheds, enhance the sustainability of existing land uses and, improve its resilience to climate shocks.            • a high level of awareness by government and regular programs of community level terracing and afforestation, which will also be reinforced by project activities</p>		
<b>Project vulnerability to climate change impacts</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<p><b>Risk(s):</b>            The climate risk of the Project is preliminarily classified as “high”. Climate change and increased climate variability are severely affecting Eritrea, through its significant impact on crop and livestock production, upland fish farming and rural livelihoods            Based on trends, it is likely that most of the project sites will be exposed to at least one season of very low rainfall over the life of the project</p>		
<p><b>Mitigations:</b>            • The climate risks will be mitigated by increasing the ability of the affected communities to adapt to environmental and economic variability, and long term changes. As per IFAD requirements, a detailed desk-based Climate Risk Analysis will be undertaken during the pre-implementation, including details of mitigating actions.            • Some of the climate smart technologies to be promoted include: a) rainwater harvesting; b) drought tolerant and early maturing crop varieties; c) drought tolerant forage and agroforestry fodder species; d) watershed conservation and management; e) afforestation ;f) mangrove rehabilitation and conservation; g) solar and other forms of renewable energy sources, and energy saving approaches etc            • The project introduces an innovative approach to targeting, that takes into account the agro-ecological conditions and overall environment and climate suitability to the proposed interventions</p>		
<b>Project Scope</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Project relevance</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p><b>Risk(s):</b>            A national programme may result in resources (financial and technical), spread too thinly, which may negatively impact implementation and affect the achievement of the development objectives.</p>		
<p><b>Mitigations:</b>            • Phased implementation based on Zoba capacities, state of the watershed treatment and findings of the NAP impact assessment will be applied</p>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Targeting Strategy will take into account agro-ecological suitability, beneficiary capacities, preference and prioritization</li> <li>• Active contribution of local and national key institution partners</li> </ul>		
<b>Technical soundness</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> Limited capacities may impact on the implementation of the innovative technical aspects of the project including remote sensing, sprinkler irrigation, agribusiness approaches		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacity needs assessment coupled with specialised technical assistance and on-the-job training</li> <li>• Farmer field schools approach will be adapted to include business planning</li> <li>• Phasing of project interventions to simplify the project component structure</li> </ul>		
<b>Institutional Capacity for Implementation and Sustainability</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Implementation arrangements</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Risk(s):</b> Institutional Capacity gaps to implement innovative technical aspects of the project		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacity needs assessment</li> <li>• Provision of specialized international technical assistance.</li> <li>• Institutional capacity development at all levels, with training of young staff, as well as investments in equipment and systems.</li> </ul>		
<b>M&amp;E arrangements</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Risk(s):</b> Weak M&E systems and capacities to consolidate, analyse data and report on outcomes. Different reporting systems across the Zobas		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Specialised Technical Assistance</li> <li>• Participation in PRIME training of project staff</li> <li>• Development of project-level M&amp;E manuals and standardized approaches across Zobas</li> <li>• Focus on outcome surveys</li> </ul>		
<b>Procurement</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Legal and regulatory framework</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Risk(s):</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of acceptable national legal and regulatory framework ;</li> <li>• Lack of standard bidding documents ;</li> <li>• Weak contract administration and management;</li> <li>• Limited public access to procurement information also due to very weak ICT systems.</li> </ul>		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of acceptable national systems means IFAD's Project Procurement Guidelines, Procurement Handbook and standard procurement documents (SPDs) shall be mandatory;</li> <li>• a highly competent, qualified and dedicated team will ensure compliance with procurement monitoring;</li> <li>• enable IFAD-financed projects to operate on a separate platform to government or for IFAD to ensure government's systems are upgraded.</li> </ul>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<b>Accountability and transparency</b>	<b>High</b>	<b>High</b>
<p><b>Risk(s):</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• The Government of Eritrea has to date not confirmed the existence of a procurement complaints mechanism;</li> <li>• Transparency.org assigns a low country corruption perception index score (23);</li> <li>• lack of a 2-tiered system to handle complaints, a debarment system and an independent and competent local authority responsible for investigating corruption allegations.</li> </ul>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• IFAD can strongly encourage government through policy dialogue to address these shortcomings;</li> <li>• All procurement entities, as well as bidders, suppliers, contractors, consultants and service providers, shall observe the highest standard of ethics during the procurement and execution of contracts financed under IFAD funded Projects, in accordance with paragraph 84 of the Procurement Guidelines. The Revised IFAD Policy on Preventing Fraud and Corruption in its Activities and Operations shall apply to all projects, vendors and third parties, in addition to the relevant national anticorruption and fraud laws. Adoption of IFAD's Standard Procurement Documents will mitigate the identified risk.</li> </ul>		
<b>Capability in public procurement</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p><b>Risk(s):</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Overall, capacity of the procurement team is low;</li> <li>• World Bank templates for ICB, NCB and shopping are being used;</li> <li>• There is no indication that legal and regulatory framework documents are readily available to procurement staff.</li> </ul>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Provision of regular training and Technical Assistance;</li> <li>• support on preparation of bidding activities in compliance with IFAD's requirements;</li> <li>• Government commitment to the recruitment of qualified project staff;</li> <li>• With the use of IFAD's SPDs, the quality of documents should improve and be compliant with IFAD's requirements</li> </ul>		
<b>Public procurement processes</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<p><b>Risk(s):</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Procurement methods are consistent with IFAD Guidelines. However, the choice of procurement methods should be revisited where national market conditions warrant it;</li> <li>• While ICBs are advertised on UNDB, bidding documents for other procurement methods are shared with bidders in soft copy via a USB pen, but they are only available at the MoA offices;</li> <li>• Procurement plans are of low quality;</li> <li>• Lack of secure storing capacity;</li> <li>• Minutes of bid opening are not sent to bidders;</li> <li>• Contacts are entered into after bid validity has expired.</li> <li>• Contract awards are notified only to participating bidders and publicly advertised.</li> </ul>		
<p><b>Mitigations:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• With the use of IFAD's SPDs and the Procurement Handbook, the quality of documents should improve and be compliant with IFAD's requirements;</li> <li>• MoA should publish all bidding documents on their website;</li> <li>• The use of IFAD's procurement tools will mitigate many of the risks associated to Procurement Planning and Contract Administration;</li> <li>• It is recommended that adequate and secure archiving space is guaranteed for both bids and securities;</li> </ul>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project should have access to advertising on the Eritrean Government's website;</li> <li>• It is highly recommended that government hold bidders responsible for the performance of contracts and cash in performance bonds/guarantees.</li> </ul>		
<b>Financial Management</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Organization and staffing</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Risk(s):</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Capacity gaps of finance staff at NPCO level</li> <li>• Weak capacity of finance staff at zoba level</li> <li>• Lack of clarity on IFAD's procedures</li> </ul>		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Full-time, qualified, finance staff assigned on basis of agreed TORs</li> <li>• Finance team composed of full-time financial controller, chief accountant and accounts assistant</li> <li>• Selection of financial controller for IFAD approval</li> <li>• Capacity building at start-up</li> <li>• CIPFA FM training to be provided</li> <li>• Specialised technical assistance, implementation support by IFAD</li> <li>• Agreed training plan implemented from start-up</li> </ul>		
<b>Budgeting</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Risk(s):</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Delays in AWPB submission and approvals</li> <li>• Weak budgetary control practices</li> <li>• Low budget execution</li> </ul>		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Timeliness of AWPB submission monitored</li> <li>• Adoption of automated budget monitoring and commitment tools</li> <li>• Mandatory quarterly reporting on budget execution</li> </ul>		
<b>Funds flow/disbursement arrangements</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Risk(s):</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Low disbursements due to NPCO financial reporting capacities</li> <li>• Delays in financial reporting and submission of returns at zoba level; irregular/ delayed bank reconciliations</li> </ul>		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• AWPB execution and procurement processes closely monitored by NPCO and IFAD</li> <li>• Quarterly submission of withdrawal applications</li> <li>• Mandatory quarterly interim financial reports</li> <li>• Close monitoring of zoba financial reporting and bank reconciliations by NPCO finance team</li> <li>• Adoption of IFAD's client portal (ICP)</li> </ul>		
<b>Internal controls</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Risk(s):</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Weak internal controls leading to ineligible expenditure</li> <li>• Inadequate segregation of approvals</li> <li>• Inadequate internal audit mechanisms</li> </ul>		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Internal control framework assessed through TA</li> <li>• Segregation of duties ensured through adequate staff complement (at least 3 full-time finance staff at NPCO)</li> <li>• PIM finalised and adopted at start-up; training workshop on procedures for all NPCO and concerned zoba staff</li> <li>• Budgetary monitoring, management accounting &amp; reporting procedures monitored through interim financial reports</li> </ul>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>External audit reviews of internal controls, Management Letter recommendations</li> <li>Scope of internal audit agreed annually - risk-based program of work; internal audit reports available to IFAD; reporting on follow-up to audit recommendations</li> <li>Internal controls assessed through IFAD supervisions</li> </ul>		
<b>Accounting and financial reporting</b>	<b>High</b>	<b>Substantial</b>
<b>Risk(s):</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Weak financial reporting; delays with data inputs, management and IFAD not provided with timely financial information required for business decisions</li> <li>Inaccurate financial reporting due to manual processes</li> <li>Weak budget monitoring systems leading to budget overruns</li> <li>Procurement of accounting software delayed</li> <li>Failure to report accurately on in-kind contributions</li> </ul>		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Training on IFAD's financial reporting requirements</li> <li>Training on international accounting standards</li> <li>Adoption of accounting software at start-up, PIM updated to reflect software work-flows</li> <li>Automated generation of financial reports, including withdrawal applications and SOEs</li> <li>Procurement of accounting software: legal covenant</li> <li>Bidding documents for accounting software prepared prior to start-up; processes launched at signature of financing agreement</li> <li>Cross-support to NPCO by finance staff of ongoing projects</li> <li>Procedure for calculating and recording in-kind contributions to be documented in PIM at start-up</li> </ul>		
<b>External audit</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<b>Risk(s):</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Delays in audit submission</li> <li>Quality of audit work not meeting IFAD's requirements and best practice international standards</li> </ul>		
<b>Mitigations:</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Selection of auditor to be based on quality as well as cost (QCB)</li> <li>IFAD no objection to audit TOR and selection of auditor</li> </ul>		
<b>Environment, Social and Climate Impact</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Biodiversity conservation</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> There are pressures on biodiversity due to population pressures. There are protected natural reserves.		
<b>Mitigations:</b> There is a high level of inherent agro-biodiversity in production systems across Eritrea and the project intends to build on this for dietary diversity among other reasons Project land use planning will ensure awareness of and avoidance of areas of potential overlapping of project areas with protected areas of their immediate dispersal/buffer areas.		
<b>Resource efficiency and pollution prevention</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> The traditional production systems of Eritrea are resource optimizing and use minimal external inputs, including few if any inorganic fertilizers, pesticides or herbicides. In any case import costs make this prohibitive for the target group but the project should not exclude for high value crops		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<p><b>Mitigations:</b> Project will explore the options of natural integrated pest management Green manuring will be practiced, while being cognizant of potential competing demands for these same materials A ESMF will include materials on banned substances in terms of pesticides and herbicides, which are in any case will controlled by MoA/Regulatory Services</p>		
<b>Cultural heritage</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
<p><b>Risk(s):</b> There is little reason to believe that the project areas would be exposed to or put at risk any protected cultural heritage artifacts</p>		
<p><b>Mitigations:</b> SECAP2020 will be made available to the PMU at both central and zoba levels</p>		
<b>Indigenous Peoples</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
<p><b>Risk(s):</b> Eritrea does not recognize the concept of 'indigenous peoples' however there are various ethnic groups.</p>		
<p><b>Mitigations:</b> The project targeting strategy has a focus on the vulnerable in each project area, which in turn is selected on the basis of multiple and explicit criteria.</p>		
<b>Community health and safety</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<p><b>Risk(s):</b> There will be water retention structure rehabilitation and/or construction, the exact dimensions of which are still to be determined but are expected to be under IFAD SECAP thresholds</p>		
<p><b>Mitigations:</b> The project will ensure that technically competent persons (engineers) participate in the identification of sites and that any construction is approved according to government regulations applicable and that the same will be clearly documented. These structures will be inspected upon each supervision by a qualified team member</p>		
<b>Labour and working conditions</b>	<b>Substantial</b>	<b>Moderate</b>
<p><b>Risk(s):</b> The long standing national requirement of community labour contribution for several weeks a year might represent a risk but a larger risk of triggering IFAD labour related safeguards is the potential of conscript (universal national service) labour being used unremunerated or inadequately remunerated in infrastructure related activities either by contractors and/or as a government contribution</p>		
<p><b>Mitigations:</b> The project is not expecting to invest heavily in infrastructure development, which significantly reduces exposure to this safeguard risk The government position is that national service is universal and that persons are deployed in a range of jobs throughout the civil service and economy The government has signed the relevant international treaties and regularly exchanges with ILO. IFAD will engage with ILO to potentially field joint technical assistance if relevant to this project Labour risk issues are also detailed in the ESMF</p>		

<b>Risk Categories and Subcategories</b>	<b>Inherent</b>	<b>Residual</b>
<b>Physical and economic resettlement</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> No activities anticipated to trigger IFADs very strict thresholds for economic or in particular physical resettlement		
<b>Mitigations:</b> n/a		
<b>Greenhouse gas emissions</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> The nature of the production system leaves no reason to believe that there will significant risks of GHGs apart possibly from small livestock.		
<b>Mitigations:</b> Improved fodder will reduce the already low level of GHGs. No deforestation or additional biomass burning will result from project activities		
<b>Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> Note: this refers to the risk from the project in terms of inadvertently exacerbating the vulnerability of the population by promoting maladaptive practices.		
<b>Mitigations:</b> A detailed climate risk study will be prepared, which will cover both the risks from the climate to the population and from the project to the population in terms of climate vulnerability		
<b>Stakeholders</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Stakeholder engagement/coordination</b>	<b>Moderate</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> Project Steering Committee (PSC) not meeting as planned Harmonization between NPCO and Zoba PCOs – financial management, M&E, implementation		
<b>Mitigations:</b> • Dialogue with GoSE on PSC; • Government has adapted the PSC approach, with the Minister Agriculture holding regular steering meetings with NPCO, complemented by joint field visits of with other Ministers and Zoba Governors • Deployment of participatory tools in AWPB preparation, implementation and monitoring		
<b>Stakeholder grievances</b>	<b>Low</b>	<b>Low</b>
<b>Risk(s):</b> Potential grievances around water infrastructure and diversion of water upstream		
<b>Mitigations:</b> • Undertake stakeholders' feedback sessions. • Government implements a bottom-up approach in the identification of investments, hence there is free and prior consent of the communities • Implementation of IFAD's Framework for Operational Feedback from Stakeholders: Enhancing Transparency, Governance and Accountability		